

ATTESTATION D'ASSURANCE**Jean-René THOMAS****Mélanie LAURENT**

Vos Agents Généraux

2 rue Lucien Genuer

BP252

85006 LA ROCHE SUR YON CEDEX

Tél : 02.51.47.78.11

N° ORIAS : 07021746 / 10058329

SA CAJEV

ZONE ACTI SUD BELLE PLACE

10 IMP WATT

85000 LA ROCHE SUR YON

Référence à rappeler :

CODE : H98505

N° client Cie : 027687992

La Roche sur Yon, le 03 Septembre 2024

L'entreprise d'assurance Allianz IARD, entreprise régie par le Code des assurances, Société anonyme au capital de 991.967.200 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le n° 542 110 291, et dont le Siège Social est situé, 1, cours Michelet – CS 30051 – 92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX, atteste que :

SA CAJEV

ZONE ACTI SUD BELLE PLACE

10 IMP WATT

85000 LA ROCHE SUR YON

547150490

est titulaire d'un contrat d'assurance : Allianz Réalisateurs d'Ouvrages de Construction n° 60732249 souscrit depuis le 01/09/2019.

La présente attestation, établie le 03/09/2024, est valable pour la période du 01/09/2024 au 31/08/2025.

ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- Aux activités professionnelles ou missions suivantes :

0310 Voirie et réseaux divers – V.R.D – (à l'exclusion des terrains et pistes de sports non couverts) réalisés à ciel ouvert : canalisations, assainissement, chaussées, trottoirs, pavage, arrosage, espaces verts.

Réalisation de réseaux de canalisations, de tous types de réseaux enterrés ou aériens, de systèmes d'assainissement autonomes, de voiries, de parcs de stationnement de surface, de poteaux et pose de clôtures.

Réalisation d'espaces verts y compris les travaux complémentaires de maçonnerie.

Cette activité comprend les travaux accessoires et/ou complémentaires de terrassement et fouilles.

0375 Paysagiste.

Réalisation d'espaces verts. Cette activité comprend les travaux de voirie et réseaux divers, murets et soutènements inférieurs à 2 m de hauteur totale, fontaines, escaliers, poteaux et clôtures, bancs et aires de jeux.

0605 Maçonnerie-béton armé sauf précontraint sur site.

Réalisation de maçonnerie en béton armé préfabriqué ou non, en béton précontraint préfabriqué (**hors précontrainte in situ**), en blocs agglomérés de mortier ou de béton cellulaire, en pierres naturelles ou briques, ceci tant en infrastructure qu'en superstructure, par toutes les techniques de maçonnerie de coulage, hourdage, **hors revêtement mural extérieur agrafé, attaché ou collé, à l'exclusion de la réalisation complète de vérandas et de piscines et à l'exclusion de la réalisation de parois de soutènement autonomes d'une hauteur de plus de 4 mètres.**

Cette activité comprend :

-les enduits à base de liants hydrauliques ou de synthèse, le ravalement en maçonnerie, le briquetage, le pavage, les travaux de chapes et dallages **à l'exclusion des dallages industriels et des dallages de centres commerciaux**

d'une surface supérieure à 400m², les fondations autres que pieux, micro-pieux, barettes, parois moulées, palplanches,

Ainsi que les travaux accessoires et/ou complémentaires de :

- terrassement, drainage et canalisations enterrées, complément d'étanchéité des murs enterrés, pose de matériaux contribuant à l'isolation intérieure, pose de matériaux contribuant à l'isolation extérieure par des procédés mécaniques **à l'exclusion de tout procédé collé**, pose de renforts de bois ou de métal nécessitée par l'ouverture de baies et les reprises en sous-œuvre, démolition et VRD, pose d'huissières, pose d'éléments simples de charpente, pose de charpente préfabriquée et pose de tuiles canal **à l'exclusion de tout autre matériau de couverture**, plâtrerie, carrelage, faïence et revêtement en matériaux durs à base minérale, calfeutrement de joints,
- construction, réparation et entretien d'âtres et foyers ouverts **à l'exclusion des fours et cheminées industriels**, la réalisation de conduits de fumées et de ventilation à usage domestique et individuel, le ravalement et la réfection de souches hors comble, la construction de cheminées à usage domestique et individuel **à l'exclusion des foyers fermés et inserts**.

Le terme réalisation comprend pour toutes les activités exercées la conception, la mise en œuvre y compris la préparation des supports, la transformation, le confortement, la réparation, la maintenance, l'entretien et le monte-levage.

Par la notion de travaux accessoires et/ou complémentaires, il faut entendre la réalisation de travaux nécessaires et indispensables à l'exécution des travaux relevant de l'activité principale définie.

- Aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A.243-1 du code des assurances.
- Aux travaux réalisés en France métropolitaine ou dans les départements et régions d'Outre-mer.
- Aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires d'étude et de contrôle, déclaré par le maître de l'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15.000.000 euros.

Cette somme est portée à 30.000.000 euros HT en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :

- 10 millions d'euros pour les activités concernant la structure et le gros œuvre
- 6 millions d'euros pour les activités ne concernant pas la structure et le gros œuvre

- Aux travaux, produits et procédés de construction suivants :

Travaux de technique courante,

c'est-à-dire les travaux réalisés avec des procédés ou des produits de construction :

- o soit traditionnels ou normalisés et conformes aux règles en vigueur, c'est-à-dire aux normes françaises homologuées (NF DTU ou NF EN), aux règles professionnelles acceptées par la Commission Prévention Produits mis en œuvre (C2P(1)) ou à des recommandations professionnelles de programme Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 (RAGE 2012 (2)) non mises en observation par la C2P (3), ou aux normes publiées par les organismes de normalisation des autres Etats membres de l'Union européenne ou des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, offrant un degré de sécurité et de pérennité équivalent à celui des normes françaises.
 - o soit non traditionnels, sous conditions qu'ils aient fait l'objet, au jour de la passation du marché :
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P (3),
 - o d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATex) avec avis favorable, ne valant que pour le chantier mentionné,
 - o d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.
- (Ces documents sont publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, l'Agence Qualité Construction (AQC) ou tout autre organisme habilité par la Commission ministérielle créée par l'arrêté du 2 décembre 1969.)

- (1) Les Règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).
- (2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)
- (3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com)

Travaux relatifs à des ouvrages ne présentant pas de caractère exceptionnel,

A savoir comportant une ou plusieurs des particularités suivantes :

- Grande portée :
 - Pour le bois : porte-à-faux supérieur à 15m (20 m pour le bois lamellé collé)
Portée entre nu des appuis supérieure à 50m pour les poutres et 80m pour les arcs.
 - Pour le béton : porte-à-faux supérieur à 20m
Portée entre nu des appuis supérieure à 50m pour les poutres et 100m pour les arcs.
 - Pour l'acier : porte-à-faux supérieur à 25m



Portée entre nu des appuis supérieure à 50m pour les poutres et 100m pour les arcs.

- Grande hauteur :
 - Hall sans plancher intermédiaire : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 35m.
 - Bâtiment à étages, réservoirs : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 60m.
 - Cheminées des bâtiments : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 100m.
 - Tours hertziennes : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 100m.
- Grande capacité :
 - Cuves – réservoirs – Châteaux d'eau – piscines – dont la capacité excède 2.000 m3.
 - Batterie de silos comportant des cellules d'une capacité unitaire supérieure à 2.000 m3 et silos comportant une cellule unique d'une capacité supérieure à 5.000 m3.
- Grande profondeur :
 - Parties enterrées lorsque la hauteur de celles-ci (au-dessous du point le plus haut du sol entourant l'ouvrage) est supérieure à 15m.
 - Pieux (ou puits de fondations) de plus de 30m après recépage.
- Grande longueur :
 - Tunnels et galeries forées dans le sol d'une section brute de percement jusqu'à 80m2 et d'une longueur totale supérieure à 1000 m
 - Ouvrages de franchissement routier ou ferroviaire d'une longueur totale de culée à culée supérieure à 100m, chaque travée n'excédant pas 50m.
- **Travaux relatifs à des ouvrages ne présentant pas de caractère tout à fait inusuel,**
 A savoir caractérisés par des exigences :
 - D'invariabilité absolue des fondations (ex : fondations de cyclotron, de synchrotron, ...);
 - D'étanchéité absolue (ex : cuves de « pile-piscine »);
 - De résistance à des vibrations ou effets calorifiques intenses (ex : bancs d'essais de réacteurs);
 - De planéité avec des tolérances exceptionnellement strictes des dalles destinées à servir d'aires de stockage (exemple : dalle de fond d'un silo masse).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

Nature de la garantie :

Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L.242-1 et L.241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L.243-1-1 du même code.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.

Elle est gérée en capitalisation.

Montant de la garantie :

En habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.

Hors habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.

Lorsqu'un contrat collectif de responsabilité décennale est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.

Durée et maintien de la garantie ;

La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.



AUTRES GARANTIES EN CAS DE DOMMAGES CAUSES A L'OUVRAGE

I) Périmètre et conditions d'application

- Les dispositions précédemment décrites concernant les activités, la localisation des travaux ainsi que les travaux, produits et procédés de construction, sont applicables pour l'ensemble des ouvrages couverts au titre de la présente attestation.
- Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance, les garanties s'appliquent :
 - o Aux chantiers relatifs à des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires d'étude et de contrôle, déclaré par le maître de l'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15.000.000 euros.
Cette somme est portée à 30.000.000 euros hors taxes en présence d'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) bénéficiant à l'assuré ou prévoyant une renonciation à recours à l'encontre de l'assuré sous-traitant et de son assureur, et comportant à l'égard de l'assuré une franchise absolue au maximum de :
-10 millions d'euros pour les activités concernant les structures et le gros œuvre
-6 millions d'euros pour les activités ne concernant pas les structures et le gros œuvre
- Pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance, les garanties s'appliquent :
 - o Aux chantiers relatifs à des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état, y compris honoraires d'étude et de contrôle, déclaré par le maître de l'ouvrage n'excède pas 7.500.000 euros et dont le montant du marché de l'assuré n'excède pas 1.500.000 euros hors taxes (HT).

II) Garanties souscrites

- **Dommages matériels à l'ouvrage et aux biens sur chantier avant réception.**
- **Garantie de responsabilité du sous-traitant en cas de dommages de nature décennale :**
Elle s'applique aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus.
L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A.243.1 du code des assurances.

Nature de la garantie :
Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à obligation d'assurance, qu'il a réalisé en qualité de sous-traitant.
Elle est gérée en capitalisation.

Montant de la garantie :
10.000.000 euros par sinistre.

Durée et maintien de la garantie :
Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.
- **Garantie responsabilité civile décennale facultative :**
Elle s'applique aux travaux accomplis par vous en tant que traitant direct ou en tant que sous-traitant et relatifs à des ouvrages non soumis à obligation d'assurance.
Cette garantie est déclenchée par une réclamation conformément à l'article L.124-5 4^{ème} alinéas du code des assurances. Le délai subséquent est de 10 ans.
- **Garantie complémentaire à la Responsabilité Décennale**
Ces garanties sont déclenchées par une réclamation conformément à l'article L.124.5 4^{ème} alinéa du code des assurances.

GARANTIES DES DOMMAGES CAUSES AUX TIERS

Ces garanties s'appliquent aux activités professionnelles ou missions précédemment décrites.

- **Responsabilité civile de l'entreprise**
Cette garantie est déclenchée par une réclamation conformément à l'article L.124-5 4^{ème} alinéa du code des assurances. Le délai subséquent est de 10 ans.
Cette garantie s'applique aux dommages survenus en France métropolitaine et dans les départements et régions d'Outre-mer, dans les pays de l'Union européenne, dans les Principautés de Monaco et d'Andorre, dans les collectivités et pays d'Outre-Mer, en Suisse, Islande, Norvège, au Liechtenstein, Vatican et à San Marin. Cette garantie est étendue au monde entier, sauf USA et Canada, pour les dommages survenus du fait de l'exercice de



votre activité professionnelle, pour autant que la durée maximum de vos activités n'excède pas 6 mois par an dont 3 mois consécutifs.

- **Défense pénale et recours suite à accident.**

Cette garantie s'applique aux dommages survenus en France métropolitaine et dans les départements et régions d'Outre-Mer, dans les pays de l'Union européenne, dans les Principautés de Monaco et d'Andorre, dans les collectivités et pays d'Outre-Mer, en Suisse, Islande, Norvège, au Liechtenstein, Vatican et à San Marin.

La présente attestation ne peut en gager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation se compose de 7 pages.

Etablie à La Roche sur Yon, le 03/09/2024.

Pour Allianz

Vos Agents Généraux


Jean-René THOMAS
Mélanie LAURENT
Allianz 
BP 252 - 2 rue Lucien Genuer
85006 LA ROCHE SUR YON CEDEX
Tél. 02 51 47 78 10



TABLEAU RÉCAPITULATIF DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

Les montants de garanties sont fixés par année d'assurance. Ils constituent l'engagement maximum de l'assureur quel que soit le nombre de sinistres ou de victimes, sans report d'une année d'assurance sur l'autre. Ils se réduisent et s'épuisent par tous les règlements amiables ou judiciaires d'indemnités.

Nature des garanties et montant maximaux	Montants maximaux
Garantie A : Dommages matériels à l'ouvrage et aux biens sur chantiers <ul style="list-style-type: none"> Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance sous réserve que le coût total prévisionnel honoraires compris de la construction n'excède pas 15 000 000€⁽¹⁾ Dommages matériels à l'ouvrage (provisoire ou non) y compris frais accessoires : 700 000€ par année d'assurance Pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 1 500 000€ TTC⁽²⁾ et que le coût total prévisionnel de la construction, honoraires et taxes compris, n'excède pas 7 500 000€ TTC⁽²⁾ Dommages matériels à l'ouvrage (provisoire ou non) y compris frais accessoires: 350 000€ par année d'assurance Quel que soit le type de travaux Dommages aux biens sur chantiers tels que définis au contrat, y compris frais accessoires : 100 000€ par année d'assurance 	
Garantie B : Responsabilité civile de l'entreprise <ul style="list-style-type: none"> Pour les dommages survenus AVANT livraison et/ou réception : <ul style="list-style-type: none"> Dommages ne résultant pas d'une atteinte à l'environnement (hors dommages corporels à vos préposés visés ci-dessous) Tous dommages confondus : 10 000 000€ par année d'assurance Sans pouvoir dépasser pour les : <ul style="list-style-type: none"> - dommages matériels et immatériels consécutifs 2 500 000€ sans pouvoir dépasser pour ceux résultant de vol commis par les préposés 30 000€ - dommages immatériels non consécutifs 300 000€ Dommages résultant d'une atteinte accidentelle à l'environnement (hors dommages corporels à vos préposés visés ci-dessous) Tous dommages confondus 300 000€ par année d'assurance Sans pouvoir dépasser pour les : <ul style="list-style-type: none"> - Frais d'urgence 75 000€ - Frais de dépollution des eaux et du sol 75 000€ - Frais de dépollution des biens mobiliers et immobiliers 75 000€ Dommages corporels à vos préposés (paragraphe 3.2 des Dispositions Générales) 2 000 000€ par année d'assurance Pour les dommages survenus APRES livraison et/ou réception : <ul style="list-style-type: none"> Tous dommages confondus 4 000 000€ par année d'assurance Sans pouvoir dépasser pour les : <ul style="list-style-type: none"> - dommages matériels et immatériels consécutifs 2 500 000€ - dommages immatériels non consécutifs 300 000€ 	



Nature des garanties et montant maximaux	Montants maximaux
Garantie C : Défense pénale et recours suite à accident Quel que soit le nombre de victimes	50 000€ H.T. par année d'assurance
Garantie D : Responsabilité décennale Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance tous corps d'état HT, y compris honoraires d'étude et de contrôle n'excède pas 15 000 000€ (1) : <ul style="list-style-type: none"> • Lorsque vous intervenez en qualité de constructeur <ul style="list-style-type: none"> • Ouvrage à usage d'Habitation : à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage. Les travaux de réparation comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires. • Ouvrage à usage autre que l'habitation : à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de la construction déclaré par le maître d'ouvrage (hormis l'hypothèse où ce coût est supérieur au montant prévu au paragraphe de l'article R.243-3-1 du Code des Assurances) • En cas de contrat collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à l'assuré : <ul style="list-style-type: none"> • Si le marché de l'assuré concerne la structure et le gros-œuvre • Si le marché de l'assuré ne concerne pas la structure et le gros-œuvre • Lorsque vous intervenez en qualité de sous-traitant Pour les travaux non soumis à obligation d'assurance Sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 1 500 000€ TTC (2) et que le coût total prévisionnel de la construction, honoraires et taxes compris, n'excède pas 7 500 000€ (2)	10 000 000€ par sinistre 6 000 000€ par sinistre 10 000 000€ par sinistre 1 500 000€ par année d'assurance
Garantie E : Garanties complémentaires à la responsabilité décennale <ul style="list-style-type: none"> • Pour les travaux soumis à l'obligation d'assurance Sous réserve que le coût total prévisionnel honoraires et taxes compris n'excède pas 15 000 000€ (1) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dommages matériels relevant de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement ▪ Dommages immatériels consécutifs à un sinistre décennal ▪ Dommages intermédiaires (matériels et immatériels consécutifs) ▪ Défauts de performance énergétique • Pour les travaux non soumis à obligation d'assurance Sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 1 500 000€ TTC (2) et que le coût total prévisionnel de la construction, honoraires et taxes compris, n'excède pas 7 500 000€ TTC (2) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dommages matériels relevant de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement ▪ Dommages immatériels consécutifs 	1 000 000€ par sinistre 1 500 000€ par année d'assurance 200 000€ par année d'assurance 500 000€ par année d'assurance 200 000€ par année d'assurance 100 000€ par année d'assurance

(1) Si le coût total prévisionnel de construction excède ce montant, une extension de garantie peut être accordée pour un chantier déterminé sur votre demande et moyennant cotisation spéciale. A défaut, il sera fait application de la règle proportionnelle (art. L.121-5 du Code des Assurances) dans le rapport de la somme mentionnée ci-dessus au coût total de la construction (honoraires et taxes compris)

(2) Si le coût total de votre marché excède ce montant, une extension de garantie peut être accordée pour un chantier déterminé sur votre demande et moyennant cotisation spéciale. A défaut, il sera fait application de la règle proportionnelle (art. L.121-5 du Code des Assurances) dans le rapport de la somme mentionnée ci-dessus au coût total du marché. Si le coût total prévisionnel de la construction excède 7500 000€, la garantie n'est pas acquise.

